



Les prétendues bombes à sous-munitions d'Assad: guerre de l'information menée par l'Ouest ?



Quand il s'agit du président syrien Bachar al-Assad, les principaux médias occidentaux n'arrêtent pas de répéter une phrase, je cite: « Assad lance des bombes à sous-munitions sur des enfants innocents. » Des soi-disant experts du Proche-Orient et des politiques occidentaux s'accordent sur cette accusation.

Quand il s'agit du président syrien Bachar al-Assad, les principaux médias occidentaux n'arrêtent pas de répéter une phrase, je cite: « Assad lance des bombes à sous-munitions sur des enfants innocents. » Des soi-disant experts du Proche-Orient et des politiques occidentaux s'accordent sur cette accusation. Ainsi le président américain Barack Obama a précisément dit cette phrase dans son discours du 28 septembre lors du débat général de l'ONU et a qualifié Assad de « tyran ». Le régime d'Assad aurait commis des crimes de guerre et des violations des droits de l'homme. Pour cette raison, Assad n'aurait pas le droit, selon Obama de faire partie d'un prochain gouvernement.

Une bombe à sous-munitions typique consiste en un réservoir rempli d'explosifs, de combustible et d'éclats de métal. A cause des blessures atroces et souvent mortelles que causent les bombes à sous-munitions, elles sont interdites au niveau mondial et vont de plus contre le droit international. A cause de l'imprécision de l'attaque, leur utilité militaire est mise en question. Les bombes à sous-munitions peuvent être larguées depuis des avions militaires et civils.

Se pose maintenant la question de savoir dans quelle mesure les accusations contre le régime d'Assad sont justifiées, surtout en ce qui concerne les bombes à sous-munitions. Dans ce qui suit nous avons résumé les réponses les plus importantes ainsi que les incohérences des accusations contre Assad.

1. Au sujet des accusations relatives aux bombes à sous-munitions

- Dans plusieurs interviews Assad a répondu par la question : Quel intérêt aurait-il à bombarder son propre peuple, alors qu'il a besoin de son soutien ? En effet, aux dernières présidentielles de juin 2014 Assad a été réélu démocratiquement avec plus de 80% des voix.
- Face aux chaînes de télévision de la BBC et France 2, au sujet du reproche concernant les bombes à sous-munitions, le président Bachar al-Assad a répondu que son armée n'a aucune raison de faire usage de ces bombes interdites par le droit international, car elle dispose de bombes conventionnelles, qui d'ailleurs peuvent être utilisées de manière beaucoup plus précise.
- Comme le journaliste français Thierry Meyssan l'a mis en lumière le 21 mai 2015 sur www.voltairenet.org, l'organisation pour les droits de l'homme « Human Rights Watch » a diffusé plusieurs fois des nouvelles qui accusent l'Armée Syrienne Arabe d'utiliser des bombes à sous-munitions contre son propre peuple. « Human Rights Watch » est une organisation des USA financée par le spéculateur George Soros pour un montant de 100 millions de dollars. Il ne peut donc guère être question d'une source indépendante.
- Selon Meyssan un groupement syrien de l'opposition appelé « White Helmets », basé en

Turquie, produirait des vidéo et des images. Celles-ci montrent les prétendus bombardements par l'Armée Syrienne Arabe au moyen de bombes à sous-munitions. Mais Meyssan affirme que ce sont des faux, qui ont néanmoins été propagés intentionnellement par « l'Observatoire syrien des droits de l'homme ». De ce fait, elles deviennent des prétendues preuves pour la presse occidentale, alors qu'elles ne sont pas vérifiées. « L'Observatoire syrien des droits de l'homme » est opposé au régime d'Assad et est dirigé par un seul homme, un Syrien émigré au Royaume-Uni.

- Le bureau de presse du secrétaire général des Nations-Unies, qui a repris cette accusation des White Helmets, s'est par la suite excusé auprès de la Russie de ne pas l'avoir vérifiée.
- Meyssan qualifie d'absurde l'affirmation selon laquelle l'armée syrienne ferait usage de bombes à sous-munitions. Car celle-ci posséderait des bombes russes plus précises, de sorte qu'elle n'aurait aucune raison de produire de telles armes interdites par le droit international.

2. Au sujet des accusations relatives au gaz toxique et aux armes chimiques, qui remontent à l'année 2013 :

- La réponse d'Assad censurée, c'est-à-dire non publiée par les médias occidentaux, est la suivante, je cite : « Un Etat peut-il faire usage d'armes chimiques ou de destruction massive dans un endroit où sont concentrées ses propres troupes? ».

3. Le régime d'Assad a souvent été accusé d'interventions cruelles au gaz toxique. Les images présentées et autres indices n'ont pourtant pas tenu, face aux réflexions critiques. Des preuves pertinentes pour la culpabilité d'Assad manquent jusqu'à ce jour. Par ailleurs, il existe une analyse fondée émane qui de l'ancien inspecteur des armes de l'ONU Richard Lloyd et du professeur en sécurité internationale Theodore Postol. Celle-ci montre que les missiles au gaz toxique avaient une si faible portée, qu'ils ne pouvaient être tirés que depuis des zones qui étaient alors sous le contrôle de troupes de rebelles. Donc pas par l'armée syrienne ! L'inspectrice des Nations-Unies de l'époque Carla Del Ponte a confirmé cette utilisation d'armes chimiques par les terroristes syriens soutenus par l'Occident.

4. Au sujet des accusations selon lesquelles le régime d'Assad utilise des camps de torture et d'extermination, comme l'évoque l'édition sur internet du quotidien allemand « Bild » du 29 septembre 2015:

- Ces accusations reposent sur une seule source émanant d'un policier militaire anonyme apparemment passé à l'ennemi, qui aurait fait sortir clandestinement du pays 55 000 photos. Une photo du moins, faisant partie de la série utilisée pour le rapport, avait antérieurement été publiée par un canal Twitter. Celui-ci est proche des terroristes actifs en Syrie. Les cadavres qu'on y voit pourraient tout aussi bien être des personnes enlevées et torturées par les terroristes.

Voici les réponses. Comme elles sont systématiquement passées sous silence par les médias principaux établis, on doit se demander s'il pourrait s'agir ici d'une guerre de l'information menée par l'Ouest. Une propagande mensongère alimentée spécifiquement pour se débarrasser d'un chef d'Etat déplaisant, parce qu'il ne se soumet pas à l'Occident. Car ce ne serait pas la première fois qu'un chef d'Etat déplaisant est dénigré sans relâche comme dictateur et accusé de porter atteinte aux droits de l'homme. Notre nouveau documentaire « Guerre par instrumentalisation » montre que l'ancien chef d'Etat Mouammar al-Kadhafi a subi le même sort. Kadhafi a dû disparaître - pas à cause des prétendues violations des droits de l'homme comme le prétendent sans cesse les politiques et les médias occidentaux - mais pour que le gouvernement des Etats-Unis et ses tireurs de ficelles puissent continuer à mettre en pratique leurs objectifs mondiaux.

La même chose se produit avec Bachar al-Assad. Avec la seule différence que les Russes

contrecarrent les desseins des Etats-Unis et soutiennent Assad. Ainsi, avec son droit de veto, la Russie a empêché jusqu'à aujourd'hui toutes les offensives militaires contre la Syrie.

Conclusion : Ne prenez pas parti pour un camp avant d'avoir écouté les deux camps et vérifié attentivement toute accusation - comme dans ce cas l'accusation concernant les bombes à sous-munitions.

de Daniel D.

Sources:

www.kla.tv/6748

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Syrie - www.kla.tv/Syrie

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.